

TROIS QUESTIONS À...

Habib Ben Yahia

secrétaire général de l'UMA

Ne ressentez-vous pas une certaine frustration face au pessimisme partagé dans les opinions sur les capacités des pays maghrébins à piloter ensemble un projet d'union ?

Il y a une certitude, nous ne pouvons pas nous satisfaire d'être la zone régionale la moins intégrée au monde, mais il y a des réalisations. La fibre optique par exemple, il manque juste le raccordement Mauritanie-Maroc pour compléter les connexions maghrébines; ou encore l'autoroute transmagnhrébine de Tripoli à Rabat, à laquelle ne manquent que quelques tronçons.

Si j'avais été frustré, je ne serais pas resté. Je suis secrétaire général depuis six ans; j'ai également bien connu la période de lancement de l'UMA en tant que secrétaire d'État tunisien, et j'ai une bonne mémoire de ces vingt-trois dernières années. C'est vrai qu'après 1994 il ne s'est plus tenu de sommet de chefs d'État, mais on ne peut pas changer l'Histoire! Aujourd'hui, on a relancé le projet grâce notamment au contact régulier entre les ministres des Affaires étrangères.

La dernière commission a été particulièrement positive puisque nous sommes convenus que le renforcement des liens bilatéraux était également important pour le succès de notre projet commun. La tournée du président tunisien a été très importante de ce point de vue. Nous avons acté le principe d'un sommet à Tunis, cette année.

En 1958, les partis maghrébins appelaient ensemble à l'Union. Aujourd'hui Kadhafi n'est plus, il y a un nouveau gouvernement au Maroc et en Tunisie, et des élections en Algérie. Est-ce le souffle politique et partisan qui manque ?

En 1958, c'était le début de l'idée d'une Union maghrébine, les trois plus grands partis (Istiqlal, FLN et Néo-Destour) se réunissaient et la décolonisation les unissait tous. Puis nous avons construit nos systèmes nationaux, parfois avec



de fortes divergences, parfois aussi des puissances extérieures ont influencé le cours politique de la région. Et enfin, il faut l'admettre, nous sommes tous, dirigeants, seulement des hommes avec les relations fluctuantes que cela peut signifier.

Maintenant, il s'agit de travailler sur les intérêts objectifs qui nous rassemblent. Mais il faut bien le dire, le Printemps arabe, cette révolution des mécanismes qui nous gouvernent, va nous aider à aller plus rapidement, c'est une évidence.

Enfin je crois beaucoup à la force des sociétés civiles, nous organisons d'ailleurs un sommet des jeunes maghrébins et en octobre aura lieu une grande rencontre des hommes d'affaires maghrébins.

Doit-on profiter de ce moment pour modifier le fonctionnement de l'UMA ? En 2005, au sommet de Syrte, des propositions pour une gouvernance différente de l'UMA avaient été faites aux chefs d'État, quelles sont-elles ?

Les ministres des Affaires étrangères avaient préparé des propositions pour les chefs d'État, mais ils ne se sont pas réunis pour trancher. L'idée principale est de renforcer l'union économique. Aujourd'hui, cela se traduit par la volonté de créer les outils qui nous manquent comme la Cour de Nouakchott destinée à traiter les litiges commerciaux et financiers entre Maghrébins, ou encore la Banque d'investissement que j'espère voir avant la fin de l'année, même si deux pays n'ont pas encore apporté leurs fonds à la création de cet outil.

Nous sommes soutenus et encouragés par les grandes organisations multilatérales, l'UE, la BAD, les grands pays comme les États-Unis, mais je suis convaincu que les Maghrébins devront inventer leur propre modèle. La délégation de souveraineté n'est sans doute pas imaginable pour l'instant dans la région. Cependant, nous devons nous atteler à harmoniser nos règles pour faciliter les échanges.